

Laissez parler les Africains



Claude Fischer à 2iE,
lors de la création d'EuroAfrique 21
Ouagadougou le 10 janvier 2017

*Un article de **Claude FISCHER-HERZOG**, directrice des Entretiens Euroafricains, suite au discours d'Emmanuel Macron devant les étudiants de Ouagadougou*

Imagine-t-on un président africain venir à Paris expliquer aux jeunes Français ce qu'il veut pour la France et pour l'Europe ?

C'est pourtant ce qu'Emmanuel Macron a fait à Ouagadougou pour l'Afrique ! Certes on lui a permis de faire le « one man show » et il l'a fait. Mais qu'a-t-il entendu des aspirations de la jeunesse africaine ? Après avoir pendant 1 heure 45 fait la liste de ce qu'il veut (j'ai compté 39 « je veux »), de ce qu'il fera et de ce qu'il ne fera plus, de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, il a demandé aux étudiants de lui poser des questions. Après un si long discours, on aurait pu espérer qu'il interroge à son tour les jeunes gens qui étaient venus nombreux et qui avaient sans doute beaucoup à dire. Mais ils ont joué le jeu : les questions ont fusé ! Sur le Fcfa, sur leur mobilité en France, sur les problèmes d'électricité, sur leur histoire... Toutes ont été esquivées ! Le président français les a renvoyés à leurs chères études... « sur un ton amical » a-t-il dit. Je dirai plutôt cavalier, et irrévérencieux pour son hôte, président tout comme lui et à qui il n'a pas laissé une seule fois le micro. Moi qui suis Burkinabè de cœur, et en train de devenir africaine (comme je suis devenue européenne !), je veux exprimer ici – en toute amitié – une réaction qui je l'espère contribuera à la réflexion de toutes celles et ceux qui se battent pour renouveler les relations entre l'Europe et l'Afrique¹. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, même si E. Macron a déclaré qu'il n'était pas venu « ouvrir une nouvelle page de la relation entre la France et l'Afrique ».

Une politique d'aide conçue de façon trop étroite

Le président a dit ne plus vouloir de « politique africaine de la France », une formule pour le moins ambiguë et qui ressemble fort à du « débrouillez-vous ! ». Et en même temps, il a listé les projets qu'il veut pour l'Afrique : augmenter l'aide au développement, avoir des entreprises plus responsables, construire une Maison de la Jeunesse au centre de Ouagadougou, organiser une année de la Culture, permettre aux jeunes de faire du sport et participer aux JO... Avoir une politique ne consiste pas dire « ce qu'on veut », mais à accompagner ce que les Africains veulent faire face aux

immenses défis dont nous nous sentons solidaires. Sa politique d'aide est conçue de façon trop étroite. L'Afrique dit avoir besoin d'investissements massifs et durables pour s'interconnecter avec elle-même et émerger dans l'économie mondiale où elle ne représente encore que 3%. Elle a besoin d'infrastructures, d'écoles, de services, d'entreprises de production... Or les investissements européens représentent 4% des investissements mondiaux et ils diminuent ! Si l'Afrique a pu demander un plan Marshall, il ne s'agit pas de verser des aides à des Etats qui ne savent pas toujours bien les gérer, voire les détournent, mais de mobiliser des fonds publics et privés qui créent une valeur ajoutée africaine, nouer des contrats de partenariat qui engagent les uns et les autres sur des projets, et rééquilibrer nos échanges. Car la France ne peut pas se réjouir des termes de l'échange avec l'Afrique, quand on leur achète leurs matières premières et leur vendons nos produits à haute valeur ajoutée. Quant à la politique européenne pour l'Afrique, le président français n'en a rien dit si ce n'est qu'il a demandé aux Etats européens d'appuyer la politique sécuritaire de la France. Pas un mot sur la politique commerciale de l'UE envers l'Afrique qui a consisté à la renvoyer à l'OMC en lui donnant un peu de temps pour bâtir ses unions régionales. Là aussi, qu'elle se débrouille dans la compétition mondiale !

Mais prenons les réponses aux questions des jeunes.

Le Franc CFA ? « Décidez mes amis et je me rangerai à votre choix ». C'est aller un peu vite avec la difficile question de la réforme monétaire qui est posée à l'Afrique de l'Ouest. Le Fcfa a été bâti sur le socle de la colonisation de la France qui aujourd'hui encore garantit sa stabilité. Mais à quel prix ? Le Fcfa est adossé à l'euro, trop cher pour l'économie africaine, mais pas à des politiques de financement répondant aux projets africains. Sa stabilité ne s'est pas accompagnée d'une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest et les inégalités se sont aggravées entre les Etats de la région et au sein de chacun d'entre eux. La CEDEAO sait qu'il faudra engager un processus de réforme pour que demain l'en-

¹ Je dirige une plateforme de plus de 3000 membres qui organise Les Entretiens Euroafricains en Europe et en Afrique pour le renouvellement de nos relations et construire ensemble un développement partagé.

semble de la région ait une monnaie commune, mieux adaptée à sa réalité, avec une relative déconnexion par rapport à l'euro. Le débat doit être mené, approfondi et il doit associer les jeunes et la société d'Afrique et d'Europe qui devra accompagner la réforme.

La question de la mobilité des étudiants burkinabè en France ?

E. Macron promet de monter leur nombre à 1000 par an, avec un visa qui leur permette des aller-retours. Mais quand la jeune fille compare avec le nombre de soldats au Burkina Faso, la réponse d'E. Macron est sidérante : on est là pour vous protéger a dit le président français, et on aimerait mieux ne pas y être. « Croyez-vous que les femmes d'Angoulême comprennent pourquoi nos soldats sont à Ouagadougou, alors qu'elles ne savent même pas situer le Burkina Faso sur une carte ? ». Bravo pour l'éducation des Français qui n'ont jamais appris que nous avons été en Afrique pendant plus de 100 ans, et qu'aujourd'hui nous avons le devoir de partager le développement que nous n'avons pas su initier lorsque nous y étions. A l'avant-garde contre les groupes terroristes au Sahel, la France ne pourra pas se contenter d'une intervention armée et d'une politique sécuritaire. L'Afrique a besoin de développement, et si c'est à elle de construire son avenir, cela ne veut pas dire ignorer la solidarité, le dialogue et l'échange. Au contraire, la solidarité, le partage et le dialogue, la rencontre et le rapprochement sont l'essence même d'un monde plus fraternel. Mais ils supposent un engagement de part et d'autre. L'aide au développement promise par E. Macron, portée à 0,55 points de notre revenu national brut, restera bien en deça de ce que font d'autres pays européens comme la Suède ou l'Allemagne (0,7), et il faudra qu'elle soit efficace. Les efforts de l'AfD ou de l'UE sont réels pour que ces aides deviennent des leviers de fonds privés pour aller s'investir dans des projets, mais notre culture de l'aide demeure encore trop liée à nos propres critères.

La climatisation défectueuse à l'université ? C'était une belle question, même si elle a été posée maladroitement. Ce n'est pas au président français de la réparer - ni d'ailleurs au président Kaboré - mais l'électrification de l'Afrique relève pourtant bien de la coopération internationale. L'électricité est un bien public qui doit être partagé, surtout quand on demande à l'Afrique de produire propre. Sait-on que la Banque Mondiale ne peut pas financer une centrale thermique au Burkina Faso parce que les pays du Nord s'y opposent au nom du climat ? Où en est le Fonds vert proposé à la COP 21 qui doit permettre à l'Afrique de réussir sa transition énergétique ? On est en droit d'attendre un peu plus de soutien de la part de l'Europe – où on subventionne le charbon et on construit encore des centrales à charbon (et même au lignite comme en Allemagne) - pour que les Africains aient le droit d'utiliser toutes leurs sources pour pouvoir s'éclairer, se chauffer et se refroidir, mais surtout s'industrialiser. La plus grande aide à l'Afrique que nous pourrions lui apporter serait de lui permettre de transformer ses ressources et matières^{1ères} sur place, que ce soit dans l'agriculture ou les mines...

Quand E. Macron propose à l'Afrique de se prendre en mains

« Nous n'avons pas attendu E. Macron pour nous prendre en mains et pour savoir que l'Afrique doit devenir un continent autonome. Nous nous y attelons » répètent à l'envi les jeunes élites africaines que nous côtoyons. Le président du Ghana a mis les choses au clair, de façon courtoise mais fermement, en déclarant : « on ne peut pas continuer à faire des politiques pour nous, dans nos pays, dans nos régions, sur notre continent sur la base du

soutien que le monde occidental, la France ou l'UE voudrait bien nous donner ». Je reviens de Côte d'Ivoire. J'ai entendu les réactions des Africains qui demandent qu'Européens et Africains changent de comportements - l'aide d'un côté, la main tendue de l'autre - et que leurs dirigeants « ne se soumettent plus »³. Sinon, le risque est grand que ces jeunes, qui forment 70% de la population, ne se détournent un peu plus de la France et de l'Europe comme a pu le regretter E. Macron lui-même... Pourtant ils savent que nos sociétés doivent coopérer. Chacun construira son propre modèle de développement, et nous avons à apprendre de nos expériences, mais notre avenir ici et là-bas est aussi dans le type de partenariats que nous saurons construire. Les défis qui les attendent sont énormes, ils en sont conscients, mais le pire serait de les laisser seuls pour les relever. Ils concernent tout le monde, et peut-être plus encore la France et l'Europe qui ont une histoire en Afrique.

Du devoir de mémoire au droit à la mémoire

Cette histoire, il faudra la tirer au clair sans penser que ça nous affaiblit. Bien au contraire. Car si E. Macron n'a pas connu la colonisation, il n'a pas connu non plus les guerres qui ont meurtri nos sociétés, ce qui ne l'empêche de les commémorer en grande pompe. Pourquoi deux poids deux mesures ? Serions-nous moins responsables des guerres européennes ? N'oublions jamais que si l'Allemagne a pu agir ainsi c'est aussi parce que - sans remonter à Versailles en 1920 - nous avons capitulé devant son désir d'espace vital, déjà en 36 (« Mieux vaut Hitler que le Front Populaire ») et en 40. Nos générations n'ont pas connu la colonisation c'est vrai, mais les rapports de domination en sont le fruit ainsi que les discriminations raciales qui perdurent ; et si on s'émeut aujourd'hui de l'esclavagisme en Lybie, il n'a jamais cessé et il sévit depuis des années en Erythrée et ailleurs (en Afrique et dans le monde). Honte à nous de renvoyer la faute aux seuls Africains. Certes, des nespotes et autres rois africains ont pu accompagner les colonisations des pays d'Afrique et accepter les traites négrières, mais aujourd'hui, s'il s'agit de combattre ensemble ces pratiques criminelles, il faudra accueillir les migrants, et au-delà, penser la réorganisation du monde et son « peuplement »⁴. Car démographie et réchauffement climatique forment un cocktail explosif qui promet de nouveaux malheurs, avec massacres et exterminations si nous n'organisons pas les mouvements de populations. Le monde appartient aux hommes où qu'ils soient nés, et je ne résiste pas à citer Montesquieu : « Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être Français, parce que je suis nécessairement homme, et que je ne suis Français que par hasard » (Article n° 350 des Pensées).

Les jeunes générations doivent pouvoir se réapproprier leur passé en France, en Europe et en Afrique, comme l'a si bien plaidé Cheikh Anta Diop, le grand anthropologue et égyptologue africain, s'ils veulent construire leur avenir. Les différences existent entre nous, elles existent au sein de l'Afrique comme au sein de notre Union européenne, et la France devra mieux comprendre ce qui nous différencie sans penser que ça nous oppose ! Le devoir de mémoire de la France, le droit à la mémoire pour les Africains, la reconnaissance de nos diversités, sont absolument nécessaires pour pouvoir « partager des paroles et des actes », une belle définition des rapports entre les peuples et leurs gouvernements selon Hanna Arendt, pouvoir renouveler nos relations et les bâtir dans le respect de nos identités⁵.

Paris, le 5 décembre 2017

³ Cf. Le compte-rendu de la rencontre que j'ai animée avec les jeunes étudiants de l'INTEC, l'institut de management dirigé par Jean-Paul Améthier, mardi 4 décembre dans le cadre de la préparation des Entretiens Eurafricains de Dakar (5,6,7 et 8 février 2018) : www.entretiens-europeens.org

⁴ Cf. Jean-Marie Cour : « La lutte contre la pauvreté telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, avec l'idée d'aider les pauvres là où ils sont, est une erreur. Au contraire, il faut que les gens franchissent les frontières. Les migrations sont indispensables en raison du boom démographique. La « surdensification » de certains pays est un drame. »

⁵ Le festival « Une semaine Eurafricaine au cinéma » organisé par Eurafriclip, mettra ce thème à l'ordre du jour de sa 4ème édition qui aura lieu du 18 au 24 juin 2018 au Studio des Ursulines à Paris.